

PLACE PUBLIQUE

L'Accoord, partout et pour tous

Franck Renaud





L'Accoord,
partout et pour tous

L'Accoord, partout et pour tous

Franck Renaud

Place publique



Avant-propos

L'Accoord, pour Association pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes, est connue de tous les Nantais de 7 à 77 ans. Même un peu plus jeunes, puisque les enfants peuvent participer à des activités dès l'âge de 3 ans. Et que d'autres animations impliquent des « seniors » bien au-delà de l'âge des lecteurs de Tintin !

Centres socioculturels, accueils de loisirs (dont quatre au « grand air »), séjours, ateliers linguistiques, espaces numériques, aide aux devoirs, animations et spectacles... L'Accoord, bientôt quadragénaire, se démultiplie sur le territoire de la ville en cherchant à tisser les fils d'une citoyenneté bien comprise et d'une société inclusive, portant attention à chacune et à chacun. Pour cela, elle s'adresse à tous les publics : les plus jeunes comme les plus anciens, les plus modestes comme à d'autres, plus favorisés.

L'Association a bien entendu été bousculée par l'épidémie qui, depuis le printemps 2019, bouleverse nos vies. Elle a réagi en misant sur les valeurs qui l'animent, l'entraide et la solidarité, en apportant un soutien à ceux que la crise sanitaire a fragilisé. Fidèle en cela à ses statuts qui mettent en avant « l'épanouissement de la personne par l'acquisition de l'autonomie et le développement du lien social ».

Voici relaté dans ce hors-série de la revue *Place publique Nantes/Saint-Nazaire* le parcours d'une association qui a toujours su s'adapter pour apporter des réponses aux défis du jour et à ceux des lendemains.

Sur l'esplanade de la maison de quartier, l'événement Bottière plage réunit tous les âges chaque semaine durant les vacances d'été.

© Accord



1. À Nantes, la longue marche des centres socioculturels

Créée en 1985, l'Accoord s'inscrit pleinement dans l'histoire des centres socioculturels et des maisons de quartier de Nantes. Mais elle marque aussi à l'époque une rupture initiée par la municipalité de droite dirigée par Michel Chauty (1983-1989) qui débouche sur de fortes turbulences. À son élection comme maire en 1989, Jean-Marc Ayrault ne remet pas en cause l'existence de l'association : la Ville choisit d'engager un « grand carénage » de l'Accoord qui entame alors une seconde vie.

Dans les années soixante, ils ont poussé dans la ville de Nantes en même temps que les premiers grands ensembles d'habitat social : le premier fut le centre socioculturel de la Boissière, en 1962, alors que le maire de la ville était Henry Orrion – un boulevard du quartier Saint-Félix porte le nom de celui qui dirigea la municipalité sous Vichy de 1942 à août 1944, puis fut trois fois élu sous l'étiquette gaulliste après guerre. Cinq ans plus tard, la première Maison des jeunes et d'éducation permanente était créée aux Dervallières – et lorsque qu'il s'agira d'en fêter le cinquantième anniversaire en 2017, les souvenirs des « anciens » remontent : « La maison de quartier, c'est quelque chose pour nous ! ». Des équipements imprégnés des valeurs de l'éducation populaire, où des militants s'engagent en faveur d'une animation sociale et culturelle des quartiers, résumée dans une formule percutante, « socio-cul dans les quartiers pop » !

Alors que les centres socioculturels et maisons de quartier se multiplient – par exemple, celle de Doulon en 1980 –, leur organisation se met en place : création d'un office municipal dès 1965,

d'un service jeunesse de la Ville en 1974... En 1977, le socialiste Alain Chénard est élu maire : durant son mandat, la Fédération des centres de loisirs éducatifs de la Ville de Nantes est fondée, regroupant les activités des centres de loisirs et celles des centres aérés. Une mission locale pour l'emploi et l'insertion des jeunes de l'agglomération nantaise voit le jour. Au fil des mandats, le fonctionnement s'est institutionnalisé. Les douze centres socioculturels sont confiés à des associations locales dont les personnels sont gérés par l'office municipal. Les cinq maisons de quartier et la Maison des jeunes sont pilotées par des associations de gestion et une partie de leur personnel est issu de la Fédération Léo-Lagrange. La Fédération des centres de loisirs s'occupe de ceux situés dans les quartiers et à la périphérie de la ville ainsi que des centres de vacances, jusqu'alors gérés par des associations – un changement qui a suscité bien des discussions et des oppositions.

UN TERRAIN D'AFFRONTMENT POLITIQUE

Emmenée par le sénateur gaulliste Michel Chauty, la droite signe son retour aux affaires lors des élections municipales de 1983. La culture et l'animation socioculturelle constituent un terrain d'affrontement avec la gauche, au plan national comme local : à Nantes, la majorité municipale entend imprimer sa marque. Les subventions d'organismes culturels sont réduites quand elles ne sont pas coupées pour certains. La nouvelle équipe veut aussi reprendre la main sur le secteur socioculturel. « Un objectif stratégique », estime Pierre Durand, directeur général de l'Accoord de 1989 à 2008, dans une note sur l'histoire de la

structure : si la Fédération des centres de loisirs est ainsi vue « comme foyer principal d'opposition », il s'agit aussi pour la droite de reprendre pied dans des quartiers populaires – là où sont implantés les équipements socioculturels – qui votent à gauche.

La décision de réorganiser le secteur socioculturel en créant l'Accoord, Agence de concertation et coordination pour l'animation socioculturelle et pour la vie associative, est annoncée à la mi-1985. La structure pilotera un réseau s'appuyant sur sept comités locaux d'animation gérant les activités des équipements de leur ressort géographique. Un choix politique doublé de la fin des financements de la Ville pour l'office municipal des centres socioculturels – et, par ricochet, pour les associations d'éducation populaire qui les animent – et la Fédération des centres de loisirs, actant leur fin. Leurs personnels seront pour la plupart « transférés » aux comités locaux, l'Accoord, organisme central, recrutant par ailleurs ses propres personnels.

Pour conduire cette révolution de l'animation socioculturelle, la majorité municipale confie les rênes de la nouvelle agence à un directeur politiquement proche. L'ambiance vire rapidement à l'aigre : « C'est une mainmise sans précédent sur le secteur socioculturel », dénoncent les deux principaux syndicats, la CFDT et la FEN (Fédération de l'Éducation nationale). Les conflits entre la direction de l'Accoord et les personnels se multiplient et s'enveniment au cours des mois suivants. Elles virent au bras de fer lorsqu'à la mi-1987, la direction évoque des licenciements et mutations présentés comme « motivés par des raisons économiques ou structurelles, dénoncées comme fallacieuses », écrit Pierre Durand, le futur directeur de la structure à partir de 1989. Un mouvement de grève avec occupation des locaux est engagé. Il se poursuivra durant six semaines.

Quest-France du 15 janvier 1992

D'ACCOORD ? Pas d'ACCOORD ?

4. — Marie-Françoise Clergeau :
« L'ACCOORD est largement autonome »*(Lire aussi les éditions des 11-12, 13 et 14 janvier)*

Elle a conduit, entre mars 1989 et octobre 1990, la réflexion qui a abouti aux nouveaux statuts de l'ACCOORD. Dans une précédente interview (O.F. du 12 juin 1990), Marie-Françoise Clergeau, adjointe en charge de la vie associative, présidente du conseil d'administration et du bureau de l'agence municipale, se disait convaincue que l'ACCOORD nouveau serait résolument plus démocratique que la mouture précédente. Mais aussi, elle revendiquait la responsabilité politique de la structure qui se mettait en



Marie-Françoise Clergeau :
« Nous n'avons pas été élus sur un programme autogestionnaire ! »

— On entend parfois dire de l'ACCOORD : « c'est un rouleau compresseur ». L'allusion vise une situation proche du monopole dans le domaine socioculturel.

— C'est entièrement faux. En premier lieu, l'activité de l'ACCOORD ne recouvre pas la totalité du secteur socioculturel nantais — et moins encore la totalité de la vie associative ! —. Mais l'agence assume d'importantes missions de service public et d'intérêt général. Des associations comme Mangin-Beaulieu, le CAQP du quartier des Ponts, l'association de quartier de Doulon, mais aussi les scouts, les amicales laïques,

C'est durant ce mouvement que les personnels découvrent que leur directeur mène grand train en piochant dans les fonds de l'association. Ses pratiques sont dénoncées et la justice saisie — elle le condamnera en 1991. La Ville lui indique la porte de sortie et le licencie. Les instances de l'Accoord sont renouvelées et un nouveau directeur est engagé pour un intérim de courte durée : les élections municipales de mars 1989 s'annoncent. Après deux mandats à Saint-Herblain, Jean-Marc Ayrault se présente à Nantes et l'emporte.

LE « GRAND CARÉNAGE »

L'Accoord se prépare à connaître une nouvelle vie après de premières années houleuses, mais ce redémarrage ne s'effectue pas sans dissensions : la Ville avance son intention de conserver la structure et d'en prendre le pilotage tout en renouvelant le projet d'action éducative, sociale et culturelle. Des débats s'engagent, parfois houleux, jusqu'au sein de l'équipe municipale nouvellement élue. « D'un côté, les élus



Un loto rassemblant les générations au centre socioculturel de La Boissière, dans les quartiers Nord de Nantes, en 2018 : ce jour-là, Johanna Rolland avait rencontré les participants et les bénévoles du conseil d'équipement. Photo compte Twitter @Johanna_Rolland

qui souhaitaient que l'on redonne le pouvoir comme avant aux associations et de l'autre, ceux qui pensaient que nous avons une structure, certes mal utilisée, mais qui avait l'avantage de pouvoir permettre la mise en place d'une politique socioculturelle cohérente au sein de l'ensemble des quartiers de la ville de Nantes, facilitée par l'existence d'un employeur unique », se souvient avec plus de trente années de recul Marie-Françoise Clergeau, adjointe à la jeunesse, qui

assurera la présidence de l'Accord durant les deux premiers mandats de Jean-Marc Ayrault (voir son interview p. 15).

L'option d'une prise de contrôle par la Ville est retenue et si l'Accord garde sa dénomination, elle entame un « grand carénage », se transformant en agence municipale pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles. Un choix que Pierre Durand, issu du mouvement d'éducation populaire des Francas et

qui dirigera la structure de 1989 à 2008, valide *a posteriori* : « Au bénéfice d'une réorganisation, l'Accoord pouvait participer à la réalisation d'objectifs de façon ordonnée et cohérente sur l'ensemble de la ville de Nantes. Cela au moment même où les politiques naissantes de développement social des quartiers avaient besoin de partenaires suffisamment structurés offrant des garanties de service public. »

L'association engage sa restructuration. Les conseils d'équipements, aujourd'hui prépondérants dans le fonctionnement de l'Accoord et pour porter la voix des bénévoles et usagers, sont créés à cette époque-là. En interne, la nouvelle convention collective de l'animation socioculturelle est appliquée. Au fil des années, les relations avec la Ville sont également clarifiées : dès 1991, les centres de loisirs et de vacances font l'objet d'une délégation de service public « qui permit à la Ville d'approfondir sa connaissance de nos activités et de fixer plus clairement ses objectifs », relève Pierre Durand. Les activités socioculturelles, elles, entrent dans le cadre d'une convention d'objectifs signée avec Nantes et reçoivent le soutien de la Caisse d'allocations familiales.

La délégation de service public et la convention d'objectifs seront ensuite régulièrement renouvelées. Pierre Durand quitte son poste de directeur général alors que les municipales 2008 s'annoncent. Un nouveau binôme prend la présidence et la direction générale de l'Accoord à l'automne 2007. L'association entre ensuite dans une zone de turbulences, confrontée à des difficultés financières récurrentes avec « un déficit structurel » qui se double d'interrogations du côté de la Ville sur l'avenir de l'Accoord et les contours de l'animation sociale et culturelle. Dans ce contexte mouvementé, les relations avec les salariés se tendent et le climat social se dégrade. Le directeur est poussé vers la sortie et Nantes organise des Assises

de l'animation sociale et culturelle, à l'automne 2010, pour réfléchir à son devenir, alors même que la ville connaît de profondes mutations sociales et urbaines. L'arrivée début 2011 de Philippe Deplanque, jusqu'alors délégué général de la fédération des Francas, au poste de directeur général de l'Accoord a pour objectif de mettre un terme à la crise et de tirer l'association d'un mauvais pas : sa feuille de route est claire, « redresser les comptes de l'association, reconstruire la confiance avec la Ville, et redéfinir un projet associatif partagé ». Un plan de départs volontaires est mis en place et les statuts de l'Accoord sont modifiés en 2012, la Ville étant désormais minoritaire au conseil d'administration de l'association. La délégation de service public et la convention d'objectifs signés avec Nantes sont renouvelées sans heurts.

Philippe Deplanque quitte l'association au printemps 2018. « Quand je suis arrivé, l'existence de l'Accoord était menacée. Aujourd'hui, elle est en ordre de marche, même s'il reste encore beaucoup à faire¹. » Son successeur, Mathias Cadot (voir l'entretien en p. 51), s'attelle justement à préparer le projet associatif reformulé à intervalles de quatre à cinq ans par l'Accoord. L'année 2020 vit ses premières semaines et l'épidémie de Covid-19 ne tardera pas à tout stopper. Tout, sauf la solidarité, une des valeurs portées par l'Accoord.

1. *Ouest-France*, 2 février 2018.



Une sortie sur les quais de la Loire pour un groupe d'enfants de l'Accoord. © Y. Vignon

« Au service de tous les Nantais »



© Y. Vignon



© Y. Vignon



© Y. Vignon

Créée durant le mandat de Michel Chauty (1983-1989), l'Accoord vise alors à reprendre en main le secteur associatif et les équipements socioculturels. À l'élection de Jean-Marc Ayrault, en 1989, la nouvelle équipe municipale hérite d'une structure en crise. Et se demande comment la réorganiser.

Place publique > L'Accoord est créée en 1985 lors du mandat de Michel Chauty, sénateur-maire gaulliste. Jean-Marc Ayrault est élu maire en 1989. Et très vite, vous héritez du dossier en tant qu'adjointe à la vie associative et à la jeunesse...

Marie-Françoise Clergeau > Nous débarquons alors que la situation est très tendue, aussi bien au niveau de l'Accoord que de la vie associative à Nantes : auparavant, les associations bénéficiaient de l'usage des équipements socioculturels et elles en avaient été écartées.

Pour commencer, l'Accoord étant une association loi 1901 subventionnée par la Ville, nous prenons contact avec Annick du Roscoat qui était la représentante de l'ancienne municipalité pour échanger et récupérer les clés de la maison. Tout s'est bien passé. Puis nous avons découvert un personnel dans un état catastrophique.

Place publique > Comment se déroule la relance de l'Accoord ?

Marie-Françoise Clergeau > Dans un premier temps, nous nous retrouvons avec une structure qui n'avait plus de directeur puisqu'il avait quitté son poste et qu'un procès était en cours. Avec Roger Lemaistre, qui était à l'époque directeur de la vie associative à

la Ville, nous avons donc géré pendant six mois l'Accoord avant que Pierre Durand n'arrive comme directeur. Nous avons commencé par échanger avec les salariés, par les rassurer, leur expliquer que nous souhaitions que l'Accoord soit ouverte sur l'ensemble des quartiers et profite à tous les Nantais.

Place publique > Les débats sont également intenses au sein de l'équipe municipale...

Marie-Françoise Clergeau > Oui, bien sûr: allait-on garder cette structure, totalement désorganisée, avec une mauvaise image, employeur unique, ou allait-on redonner la gestion des équipements socioculturels aux associations qui les géraient auparavant comme elles le souhaitaient? Nous avons eu au sein de l'équipe municipale de nombreux débats, parfois houleux. D'un côté, les élus qui souhaitaient que l'on redonne le pouvoir comme avant aux associations et de l'autre, ceux qui pensaient que nous avions une

structure, certes mal utilisée, mais qui avait l'avantage de pouvoir permettre la mise en place d'une politique socioculturelle cohérente au sein de l'ensemble des quartiers de la ville de Nantes, facilitée par l'existence d'un employeur unique.

C'est le choix de garder cette structure qui a été retenu par notre municipalité en s'engageant à soutenir et renforcer la vie associative.

Place publique > Il vous a fallu convaincre le tissu associatif...

Marie-Françoise Clergeau > Il nous a effectivement fallu

renouer avec l'ensemble des associations qui participaient auparavant à la vie de l'Accoord et qui avaient envie de retrouver leur autonomie et la pleine gestion des équipements. Ce qui n'était pas notre choix puisque nous avons décidé de garder l'Accoord. Elle était un outil, s'il était bien utilisé, qui pouvait permettre une politique pour l'ensemble de la jeunesse qui soit cohérente. Ce, tout en ouvrant aux associations la possibilité de s'investir dans les équipements avec la mise en place de conseils de quartier auxquels participaient l'ensemble des associations qui souhaitaient utiliser ces équipements socioculturels.

Place publique > À partir de quel moment avez-vous pensé que l'Accoord était sur de bons rails?

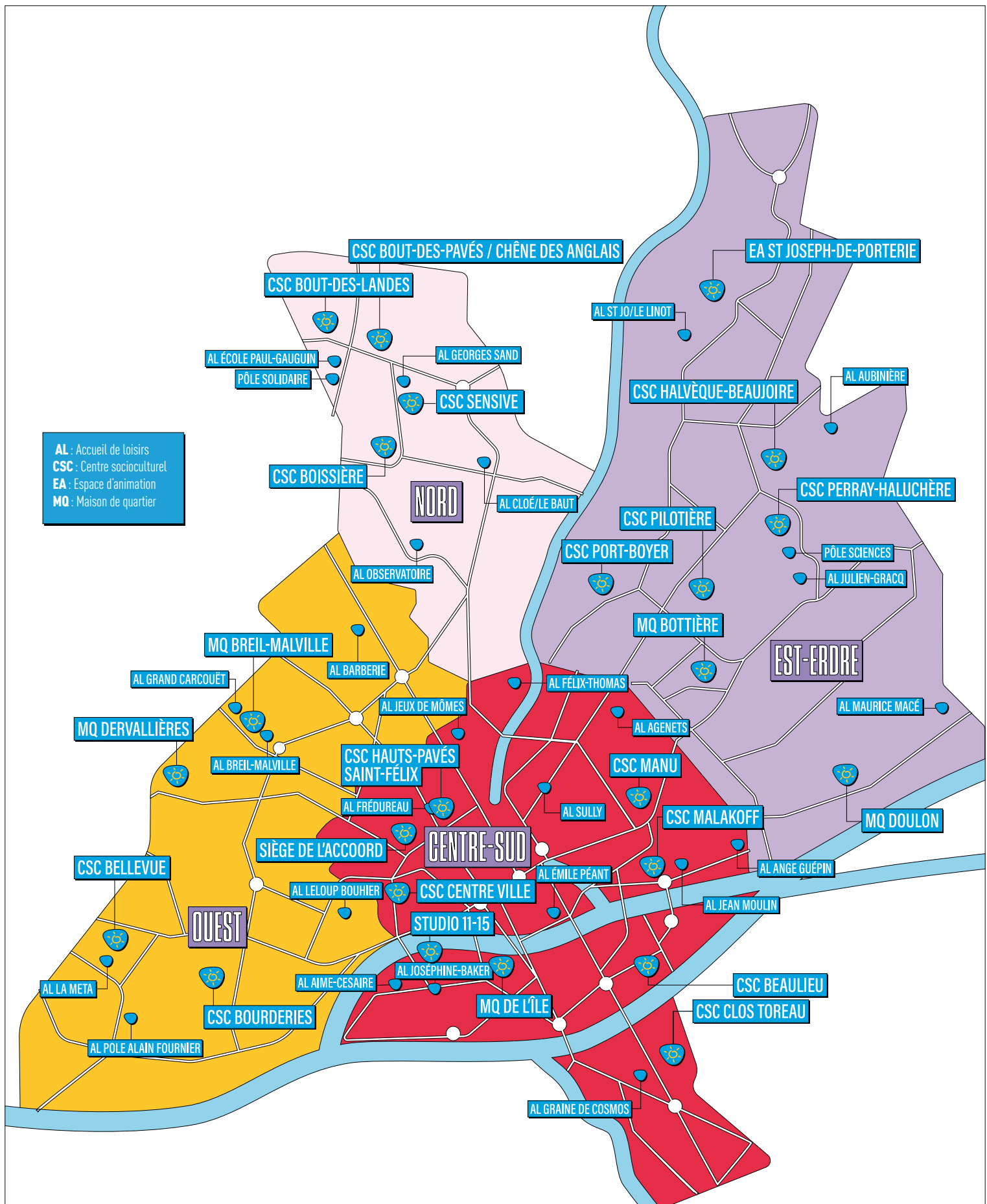
Marie-Françoise Clergeau > Il ne suffit pas de dire au milieu socioculturel de faire ceci ou cela pour que ça marche dès le lendemain! L'évolution a été progressive après que nous ayons fait comprendre ce que nous voulions faire de l'Accoord. Chacun a pu ensuite se rendre compte que ce que nous disions était ensuite ce qui faisait réellement sur le terrain, à partir de là, la confiance est revenue. Il nous a fallu une bonne année avant que les signes de la confiance s'affirment.

« L'ACCOORD
ÉTAIT UN OUTIL,
S'IL ÉTAIT BIEN UTILISÉ,
QUI POUVAIT PERMETTRE
UNE POLITIQUE POUR
LA JEUNESSE QUI SOIT
COHÉRENTE »

Page de droite : Un dimanche avec l'Accoord organisé place du Bouffay et au miroir d'eau en 2018 : un grand rassemblement avec plusieurs spectacles pour présenter des activités et animations de l'association. Parmi elles, un espace numérique.

© Yannick Vignon / Accoord





AL : Accueil de loisirs
CSC : Centre socioculturel
EA : Espace d'animation
MQ : Maison de quartier

CSC BOUT-DES-PAVÉS / CHÊNE DES ANGLAIS

EA ST JOSEPH-DE-PORTERIE

CSC BOUT-DES-LANDES

AL ST JO/LE LINOT

AL ÉCOLE PAUL-GAUGUIN

AL GEORGES SAND

PÔLE SOLIDAIRE

CSC SENSIVE

CSC HALVÈQUE-BEAUJOIRE

AL AUBINIÈRE

CSC BOISSIÈRE

NORD

AL CLOË/LE BAUT

CSC PILOTIÈRE

CSC PERRAY-HALUCHÈRE

CSC PORT-BOYER

PÔLE SCIENCES

AL JULIEN-GRACQ

AL OBSERVATOIRE

MQ BOTTIÈRE

EST-ERDRE

MQ BREIL-MALVILLE

AL BARBERIE

AL FELIX-THOMAS

AL MAURICE MACÉ

AL GRAND CARCOUËT

AL JEUX DE MÔMES

AL AGENETS

MQ DERVALLIÈRES

AL BREIL-MALVILLE

CSC HAUTS-PAVÉS SAINT-FÉLIX

CSC MANU

MQ DOULON

SIÈGE DE L'ACCOORD

CENTRE-SUD

CSC MALAKOFF

AL SULLY

AL ANGE GUÉPIN

CSC BELLEVUE

AL LELOUP BOUHIER

CSC CENTRE VILLE

AL ÉMILE PÉANT

AL JEAN MOULIN

OUEST

STUDIO 11-15

AL JOSÉPHINE-BAKER

CSC BEAULIEU

AL LA META

AL AIME-CESAIRE

MQ DE L'ÎLE

CSC CLOS TOREAU

CSC BOURDERIES

AL POLE ALAIN FOURNIER

AL GRAINE DE COSMOS

L'Accoord, des chiffres et des actes (2021)

- 12 000** familles nantaises inscrites à l'Accoord.
- 12 500** enfants reçus dans les accueils de loisirs et MultiSpots.
- 2 000** adolescents inscrits dans les espaces 11-15 ans de l'Accoord.
- 550** enfants concernés par l'accompagnement à la scolarité.
- 600** adultes participent aux ateliers de français.
- 1 100** personnes fréquentent les six espaces multimédia (Breil, Bourderies, île de Nantes, Malakoff, Perray, Port-Boyer).
- 110** spectacles organisés dans quatre salles (Bellevue, Bout-des-Landes, Dervallières, Doulon).
- 150** séjours organisés (soit près de 10 000 journées).
- 450** sorties d'été organisées par les centres socioculturels.
- 800** salariés (dont 610 en contrat à durée indéterminée ; 66 % de femmes et 34 % d'hommes).
- 1 500** bénévoles engagés dans les activités de l'Accoord.

L'ACCORD, PARTOUT ET POUR TOUS



Durant la crise sanitaire, la maison de quartier du Breil-Malville a choisi d'utiliser son budget participatif pour financer des paniers solidaires distribués aux habitants par des adolescents. À droite sur la photo, Christiane Rio, la présidente du conseil d'équipement, et Abder Ba, animateur à la maison de quartier. © Soizic Leray/Altoso photos

2. Solidaire face à la crise sanitaire

Comme pour chacune et chacun, l'irruption du Covid-19 en France au début de l'année 2020 a bouleversé le quotidien de l'Accord. Si après le premier confinement, ses activités ont pu redémarrer au prix d'une adaptation des propositions, l'association a également su réagir au quart de tour en matière de solidarité.

Des distributions de repas ou de paniers de légumes en faveur des familles les plus fragiles ont été montées dès les premières semaines de la crise. Des centaines d'appels téléphoniques hebdomadaires ont été passés pour prendre des nouvelles auprès de personnes isolées. Il a fallu épauler ceux qui n'ont pas l'habitude de réaliser des démarches en ligne ou, tout bonnement, ne disposaient pas d'un accès Internet. Des initiatives qui, pour certaines, se sont enracinées dans un centre socioculturel, comme le Marché alternatif de Bellevue-Bousculée, l'Accord s'est adaptée et s'est réinventée.



Malgré l'épidémie de Covid-19, l'Accordo a maintenu ses séjours et animations durant l'été 2020 : un séjour à la plage à Piriac (haut) et l'intervention d'un magicien au centre socioculturel du Perray-Haluchère dans le cadre des multispots.
© Soizic Leray/Altoso photos

Séjours, accueil de loisirs et MultiSpots : tout réinventer



© Accoord



© Accoord



© Accoord

Accueillir des enfants et des jeunes, organiser des séjours et des animations durant les vacances scolaires... Le quotidien de l'Accoord a été éprouvé par la crise sanitaire : l'association a dû réorganiser ses activités et se réinventer pour maintenir le fil du partage et de la solidarité.

Avant l'irruption du Covid-19, l'Accoord proposait des séjours toute l'année, organisés au gré des vacances scolaires pour des enfants, jeunes comme adolescents. « Environ 80 % de ces séjours se déroulaient durant l'été, précise Fabrice Boisbouvier, directeur général adjoint de l'association en charge des activités. Ils concernaient environ 1 700 enfants et duraient de quelques nuits, deux ou trois, jusqu'à douze nuits, selon les âges. » Pour les séjours courts destinés aux plus jeunes, l'Accoord misait sur des destinations de proximité : en Loire-Atlantique, en Vendée, dans le Maine-et-Loire ou en Bretagne, pour des découvertes de la nature, de sports d'eau, des sciences...

« Et plus on monte en âge, plus on s'éloigne », poursuit Fabrice Boisbouvier. Au programme, le festival d'Avignon, les Pyrénées, la Loire à vélo, Belle-Ile... Chaque année, des adolescents ont bénéficié de séjours à l'étranger (Espagne, Grèce, Europe du Nord...) avec des échanges dans le pays d'accueil nourris par une activité comme, par exemple, le théâtre. « Ces séjours à l'étranger sont généralement portés par les centres socioculturels, il s'agit d'initiatives qui partent du territoire et nouent des liens avec un autre territoire. » Les séjours de l'Accoord sont ouverts à l'ensemble des jeunes nantais et sont marqués « par une grande mixité ». Elle



À l'accueil de loisirs au centre socioculturel du Bout-des-Pavés. © Soizic Leray/Altoso photos

permet à des enfants de familles modestes – environ la moitié de ceux qui partent avec l'Accord – et à d'autres de milieux plus aisés de partager une expérience commune, source de souvenirs.

À l'été 2020, le premier frappé par l'épidémie, l'offre de séjours a pu être maintenue, en prenant garde à ne pas trop s'éloigner de la région nantaise. Mais moins d'enfants en ont profité « en raison des protocoles sanitaires », adaptés selon les consignes et la virulence de l'épidémie. Aussi, afin de ne pas pénaliser les familles des quartiers populaires, la gratuité a été appli-

quée pour les séjours de leurs enfants. Une mesure reconduite durant l'été 2021, qui a concerné de 30 % à 40 % des enfants ayant bénéficié de ces séjours – des familles éligibles à cette gratuité n'ont cependant pas envoyé leurs enfants.

Et demain, alors que le Covid-19 s'installe pour une durée indéterminée? « Nous maintenons notre offre de séjours durant les vacances scolaires, répond Fabrice Boisbouvier. Nous continuons à nous adapter et jouons donc d'abord la carte de la proximité. » S'adapter pour s'accommoder de l'époque et ne pas laisser



Chaque année, plusieurs milliers d'enfants participent aux activités organisées en centres et accueils de loisirs. © Accord

les familles, les enfants et les jeunes dans les marges de la crise sanitaire.

L'Accord a encore dû ajuster son accueil dans les centres de loisirs – quotidien durant les vacances et le mercredi le reste de l'année – et les MultiSpots, des animations ouvertes aux enfants de 6 à 12 ans proposées durant l'été 2021 dans des cours d'école ou des espaces à l'air libre sur douze sites (Breil-Malville, Halvêque, Malakoff...). Les seconds, les MultiSpots, permettant de « compenser » les jauges en baisse des premiers, en cherchant aussi à ce que des enfants se retrouvant aux beaux jours à jouer

dans les rues des quartiers intègrent ces animations. « Nos animateurs dans les quartiers ont “décroché” le matin ou l'après-midi dans les rues pour proposer aux enfants de rejoindre les MultiSpots, explique Fabrice Boisbouvier. Sur tout l'été, plusieurs centaines d'enfants y ont ainsi participé, avec une majorité que nous ne connaissons pas. » Ces sites MultiSpots jouent sur une logique différente, « avec une animation moins “normée”, des activités propres aux beaux jours destinées à des enfants qui sont dans la rue que dans notre jargon nous appelons les “moineaux”. »

Depuis le printemps 2020,
les bénévoles du Marché alternatif
de Bellevue (MAB) préparent et
remettent les paniers de nourriture.
© Éric Pairel/Centre socioculturel
de Bellevue



Dirigé par Éric Pairel (photo à droite), le centre socioculturel de Bellevue se transforme chaque semaine en marché couvert pour accueillir la distribution du MAB. © Place publique Nantes/Saint-Nazaire



Le Marché alternatif de Bellevue, la solidarité née de la crise

La crise sanitaire a tout chahuté. Les habitudes, les repères, les organisations, les calendriers, les projets... L'Accoord n'y a pas échappé. Et a fini par se retrouver, avec d'autres associations, en première ligne de distributions alimentaires. Comme au centre socioculturel de Bellevue qui, depuis le printemps 2020, accueille chaque semaine le MAB pour Marché alternatif de Bellevue.

Le rituel s'est installé depuis le printemps 2020 : chaque mardi, la salle de spectacle du centre socioculturel de Bellevue, rue du Jarnet, se transforme en marché couvert. Fruits frais, légumes, viennoiseries, pain, pâtes, laitages, produits d'hygiène parfois... Environ 250 paniers sont ainsi distribués chaque semaine aux habitants du quartier, préparés selon la taille de la famille : pour une à deux personnes jusqu'à celle comptant plus de cinq « têtes ». Soit une fourchette de 700 à 800 bénéficiaires et environ 2,5 tonnes de « marchandises » collectées. Les bénévoles s'activent en matinée pour préparer les paniers en fonction des « arrivages ». L'après-midi est dédié à leur distribution, selon des créneaux horaires, « en essayant de créer du lien social en proposant des petites fenêtres culturelles », ajoute Éric Pairel, le directeur du centre socioculturel. Deux jeunes habitantes de Bellevue s'essayeront justement à un duo et assurent un fond musical. Comme dans plusieurs autres équipements de l'Accoord, les permanents de l'association ne s'attendaient pas à devoir accueillir des distributions alimentaires. Les fins de mois compliquées, les euros comptés et recomptés, ils connaissent. Mais de là à accueillir et organiser la solidarité pour permettre de manger à sa faim... La crise sanitaire a tout emporté, tout bousculé. « Tout est parti d'une association lors du premier

UN PEU PLUS QU'UN CENTRE...

Équipement phare du quartier Bellevue, le centre socioculturel reçoit nombre d'activités : cours de langue française, accompagnement scolaire (primaire, collège...), primo-accueil, ludothèque, ateliers de bricolage ou de couture... « Sa particularité, détaille Éric Pairel, tient à la salle de spectacle qui peut recevoir jusqu'à 400 spectateurs et au local de répétition en sous-sol, ouvert en soirée et le week-end. »

Les habitants peuvent également bénéficier d'un Espace partage et information (EPI), équipé d'ordinateurs, avec un animateur. Ils peuvent y effectuer les démarches en ligne qui se généralisent et être aidés si nécessaire.

Le centre socioculturel est aussi étroitement associé à l'histoire du parc de la Meta, pour Maison de l'enfance terrain d'aventures, entre les rues de l'Étang et des Alouettes. Autrefois réservé à l'Accoord, il est désormais géré par la Ville et a été récemment réaménagé et mis en valeur dans le cadre du projet de Grand Bellevue. Il est accessible à chacun.

confinement, précise Éric Pairel. Le Comptoir des Alouettes [installé rue des Alouettes, près du boulevard Jean-Moulin]. Elle récupère des denrées auprès des grandes surfaces et du MIN pour les cuisiner et les revendre ou bien les distribuer. Quand tout a fermé, ses bénévoles pouvaient toujours collecter, mais impossible de distribuer. L'association s'est rapprochée des équipes de quartier de la Ville pour voir comment

organiser une distribution à plus grande échelle. » Le lien s'est réalisé avec l'Accoord, des associations et les assistantes sociales du quartier afin de toucher les familles les plus précaires. Une première distribution est montée dès le 7 avril – soit trois semaines après le début de ce premier confinement –, dans un local mis à disposition par la Ville. Environ 80 familles identifiées par le Centre communal d'action sociale et les associations en profitent. Chaque semaine, le nombre de bénéficiaires grossit, le local n'est plus adapté pour préparer les paniers tout en respectant les règles de distanciation. Et c'est ainsi que la distribution migre au centre socioculturel qui connaît sa première distribution début juin 2020, un rendez-vous hebdomadaire désormais installé chaque mardi, de 14 heures à 18 heures.

Bien sûr, il a fallu organiser les bénévoles – une centaine d'habitants ont été impliqués depuis les débuts –, les former, suivre un planning pour employer toutes les bonnes volontés, repérer celles susceptibles d'assurer la coordination... Comme Joël, figure du MAB avec son tee-shirt n° 8 estampillé Jojo, qui s'active sans relâche. Au-delà des distributions, le MAB fait... tache d'huile : des ateliers sont organisés pour apprendre à « mieux manger, à cuisiner », d'autres préparent des repas livrés ensuite à des personnes âgées. À l'école Jean-Zay, les élèves de CM1 et CM2 se sont attelés à comprendre ce qui se joue au MAB : la question du gaspillage, pourquoi des grandes surfaces donnent-elles de la nourriture ? etc.

Dans la salle de spectacle du centre socioculturel – un bâtiment ouvert en 1971 qui a poussé en même temps que le quartier Bellevue et fête cette année son quarantième anniversaire –, Éric Pairel regarde le ballet bien réglé des bénévoles. Des yaourts ajoutés ici, des pommes là. Le Marché alternatif de Bellevue bat son plein. Le provisoire s'inscrit dans la durée.



DES ÉPICERIES SOLIDAIRES

Autre exemple des cartes rebattues par la crise sanitaire, l'accueil expérimental une fois par semaine d'une épicerie « sociale et solidaire » au centre socioculturel des Bourderies, dans le quartier Chantenay à Nantes : « Nous voulons permettre aux habitants du quartier de se fournir en produits secs, bios et locaux pour bénéficier d'une alimentation de qualité qui reste accessible pour les familles à bas revenu », annonce l'Accoord.

Cette première ouverture sera suivie de plusieurs autres au fil des mois : au centre socioculturel du Bout-des-Pavés d'abord, puis dans plusieurs autres ensuite. La mise en œuvre de ces épiceries se réalise dans le cadre d'un partenariat entre l'Accoord, l'épicerie associative du Comptoir des Alouettes – déjà impliquée dans la création du MAB à Bellevue – et l'Association nationale de développement des épiceries solidaires.



Durant le confinement du printemps 2020, le centre socioculturel de La Boissière a organisé la distribution de paniers de fruits et légumes. © Soizic Leray/Altoso photos



La crise sanitaire a également souligné l'ampleur de la fracture numérique dans les quartiers : à l'espace numérique de la maison de quartier de l'île de Nantes, un animateur accompagne une personne âgée pour effectuer des démarches. © Soizic Leray/Altoso photos

À La Boissière, l'entraide n'est pas un vain mot

Que faire lorsque le rideau du confinement fige la vie ? Dans le quartier de La Boissière, le centre socioculturel s'est démultiplié. Avec un objectif, que personne ne se sente seul.

Ils ont réagi au quart de tour, sans trop se poser de questions. Quand le confinement de mars 2020 leur est tombé dessus, la directrice du centre socioculturel de La Boissière, Muriel Soulas-Maestre, s'est demandée ce que les animateurs et bénévoles pouvaient bien faire pour le quartier. « L'idée a été de téléphoner aux gens, leur demander d'aller voir leurs voisins pour savoir si les uns ou les autres avaient besoin de quoi que ce soit, explique Laurent Hugot, historien, vice-président de l'Accoord et engagé au conseil d'équipement du centre socioculturel. Nous savions que la situation était compliquée pour beaucoup, car ils sont nombreux ici à vivre de petits boulots et de l'informel. Et de fait, des gens avaient faim. » Le centre socioculturel se met de mèche avec un maraîcher de Rezé qui propose, tous les quinze jours, un panier comportant des légumes et des fruits : le coût d'un panier s'élève à 10 €. Le Centre communal d'action sociale et la mairie de Nantes en financent la moitié. « Plein de gens en ont vraiment eu besoin pour se nourrir correctement durant ce confinement, poursuit Laurent Hugot. Nous

avons débuté avec vingt-cinq paniers, puis, très vite, on est monté à cinquante. » La solidarité et l'entraide ont également joué en faveur des enfants. Les Francas ont proposé des livres distribués dans des pochettes-surprises remises aux familles avec les cagettes. Certaines étant distribuées à domicile par des bénévoles pour les mères isolées « coincées » chez elles avec leurs enfants. « L'école à la maison a été un autre de nos soucis, relate Laurent Hugot. Nombre de familles ne disposent pas d'une connexion Internet ou d'une imprimante. Le centre socioculturel a pris en charge toutes les impressions, nous avons essayé de conseiller les parents et d'accompagner les enfants. Notre souci a été que les gens ne se sentent pas seuls. »

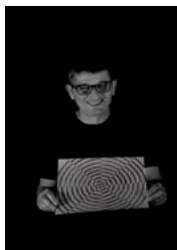
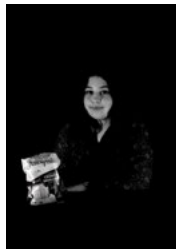
L'équipe du centre socioculturel avait une crainte : perdre le contact avec les habitants. « Nous postions des informations quotidiennes sur la page Facebook du centre, nous avons aussi mis en place un *drive* pour emprunter des jeux et des livres à la ludothèque et à la bibliothèque. Nous avons une responsabilité importante dans le fait que tout se passe bien. »

Plusieurs centaines d'enfants bénéficient de l'accompagnement scolaire assuré par des bénévoles de l'Accoord (ici au centre socioculturel de La Bottière). © Soizic Leray/Altoso photos



Une fresque réalisée durant l'été 2021 par l'artiste nantaise Vanessa Piras (@vanessapirass) au centre socioculturel du Bout-des-Landes, avec le concours d'habitants et de bénévoles du quartier. © Soizic Leray/Altoso photos

3. Les bénévoles, une richesse humaine



Le quotidien de l'Accoord repose sur une forme d'alchimie entre les 800 professionnels qui exercent dans les diverses structures de l'association – vingt-deux centres socioculturels, et maisons de quartier, les accueils de loisirs, le studio 11/15 sur l'île de Nantes, et des espaces ados, l'espace de plein air de Port-Barbe à La Chapelle-sur-Erdre... – et les 1 500 bénévoles qui offrent de leur temps et même un peu plus. Car ces bénévoles s'engagent et s'impliquent : ils donnent un coup de main pour une fête de quartier, accompagnent des élèves, animent des cours de français, organisent des distributions alimentaires, gardent la solidarité en ligne de mire...

Certains poussent encore un peu plus loin leur investissement, ils « peuvent s'engager dans l'organisation et le développement de l'association en intégrant les conseils d'équipement et le conseil d'administration de l'Accoord ». Les conseils d'équipement réunissent des bénévoles (280 en tout, dont douze siègent au conseil d'administration) et les associations partenaires qui se consacrent au projet et aux actions de « leur » centre socioculturel, en prise directe avec la vie quotidienne du quartier. Ces conseils gèrent aussi un budget participatif qui leur permet d'organiser des sorties ou animations.

Ces bénévoles au cœur de l'Accoord, six parmi tant d'autres évoquent leur engagement.



Les ateliers linguistiques à l'Accoord



Pour favoriser l'intégration économique, citoyenne et culturelle des migrants à Nantes.

20-2021

ANNE-CLAIRE, JURISTE :

« Se frotter à la différence »

« Mon engagement avec l'Accoord remonte au début de l'année 2020, quelques semaines avant le premier confinement, grâce à une rencontre avec un permanent. J'avais du temps puisque j'étais en recherche professionnelle et j'avais envie de me rendre utile. Lorsque j'étais étudiante, je m'étais déjà engagée dans une association luttant contre la maltraitance des enfants.

« L'Accoord m'a proposé de participer à des ateliers à visée professionnelle, lancés peu avant: il s'agit de faire progresser dans la maîtrise du français des réfugiés dont le statut leur permet de travailler. Ils recherchent un emploi, certains ont déjà été en contrat à durée déterminée. J'ai démarré au centre socioculturel de Port-Boyer, avec trois heures hebdomadaires, le jeudi matin. J'interviens en binôme avec un salarié de l'Accoord pour un groupe d'une douzaine d'hommes et femmes, avec des âges très différents. Ils viennent d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan, d'Afrique... L'objectif est que la langue française ne constitue plus un barrage, qu'ils puissent l'utiliser dans leur travail. Je leur explique la différence entre un contrat à durée indéterminée et celui à durée déterminée, ce qu'est l'intérim, la période d'essai...

« J'aborde ces ateliers avec beaucoup d'humilité et d'enthousiasme, avec un public très positif. Ils m'apportent des rencontres que je ne faisais pas dans mon quotidien, ils permettent de se frotter à la différence. Après deux "saisons" à Port-Boyer, je vais animer des ateliers au centre socioculturel du Bout-des-Landes. »



AYOUB, COLLÉGIEN :

« Prodiges de la République, un peu comme un diplôme »

« J'ai 12 ans et je suis arrivé en juin 2020 dans le quartier du Breil. Je suis au collège Rosa-Parks où je vais entrer en cinquième [pour l'année scolaire 2021-2022]. Durant l'été 2020, en allant au Club ados du centre socioculturel, j'ai remarqué qu'il y avait pas mal d'affaires rassemblées : des vêtements, du matériel scolaire, des jeux, des petits meubles... C'était une action de solidarité avec les habitants pour envoyer en Mauritanie, un pays qui n'est pas très riche. J'ai proposé mon aide, pour réunir les affaires et les mettre dans le conteneur. Il a été envoyé fin 2020 à Nouakchott, la capitale.

« Avec l'Accord, j'ai aussi aidé à distribuer des sacs avec des produits d'hygiène (brosse à dents, dentifrice, gel douche...) ou de la nourriture aux familles du quartier.

« J'ai été nommé Prodiges de la République* pour ces actions. C'est un peu comme un diplôme. »

* Les Prodiges de la République récompensent l'engagement solidaire et citoyen de jeunes de moins de 30 ans. Créés fin 2020 par le gouvernement, ils ont été sélectionnés dans chaque département par un jury. Les prix ont été remis en juillet 2021 à six jeunes de Loire-Atlantique.



CHARLES,

CO-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉQUIPEMENT DE LA HALVÊQUE :

« Il faut s'entraider »

« Je vis dans le quartier de La Halvêque depuis 2018 et y suis co-président du conseil d'équipement. Cet engagement me permet de m'investir dans la vie sociale du quartier, de discuter avec les uns et les autres pour créer des activités et les adapter aux demandes. Tout cela, ces contacts avec des gens que je ne connaissais pas, m'apporte une grande richesse. Avec l'Accoord, j'ai pu suivre des stages de formation, aux premiers secours par exemple.

« Mon bénévolat, c'est aussi de participer à des animations. Ainsi, j'ai fait le DJ pour les petits cafés d'été [une animation programmée en juillet août] et je m'occupe du jardin potager partagé que nous avons créé au printemps 2021 : il faut bien l'arroser tout le temps ! Durant le confinement, j'ai aidé aux distributions alimentaires destinées au plus démunis.

« Aider les autres, c'est important pour moi, parce que la vie est comme ça et qu'il faut s'entraider. »



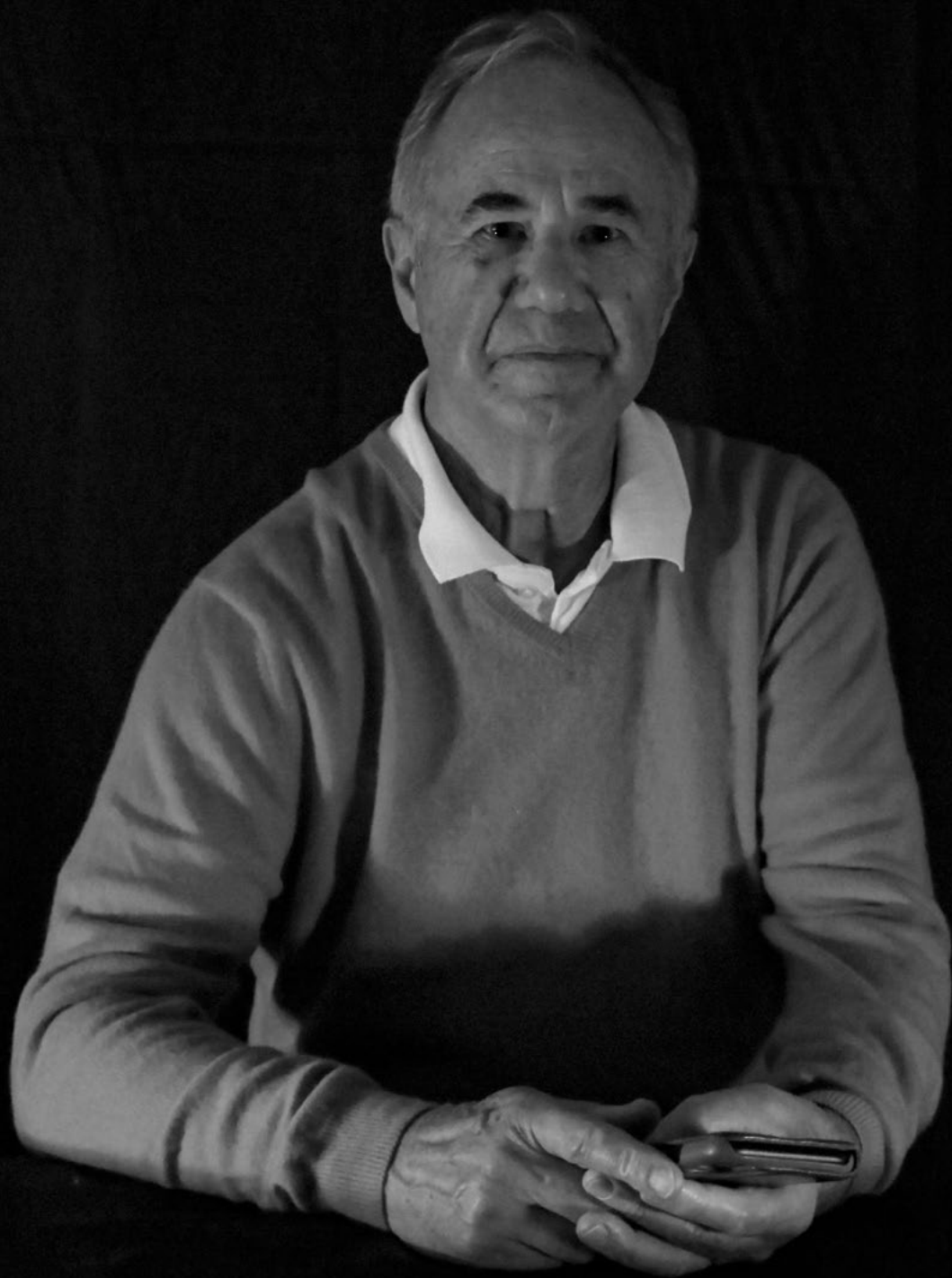
CHÉRIFA, RETRAITÉE DE L'ENSEIGNEMENT :

**« Le bénévolat,
je ne le laisserai à personne »**

« Je n'habite pas à Malakoff, mais j'ai travaillé durant près de trente ans comme Atsem à l'école maternelle Jean-Moulin, au milieu de la cité. Je connais tout le monde. À la retraite, je me suis investie dans le bénévolat parce qu'à Malakoff, les gens ont besoin de nous. Et nous, on a besoin d'eux ! Mon bénévolat, je ne le laisserai à personne ; ma vie, c'est d'aller au devant des gens. Avec l'Accoord, je participe à l'aide aux devoirs pour les enfants, au conseil d'équipement, j'accompagne les sorties...

« Il y a bien longtemps, j'ai obtenu un CAP de couture. Lors du premier confinement au printemps 2020, Sabrina, une animatrice de l'Accoord qui savait que je disposais d'une machine à coudre, m'a sollicitée pour fabriquer des masques. J'en ai fait 300 à la maison que nous avons ensuite distribués en bas des immeubles. J'ai aussi cousu des blouses pour l'école d'infirmières. Toujours avec Sabrina, nous essayons de lancer un cours de couture.

« Je me suis engagée comme correspondante solidaire : un bénévole est associé à un apprenant de français qui participe aux cours de l'Accoord dans un binôme et s'engage à l'appeler régulièrement pour prendre des nouvelles et pratiquer la langue française. Je m'occupe d'une femme d'une trentaine d'année, une mère isolée de nationalité arménienne. Depuis la fin du confinement, je l'ai rencontrée. Elle participe avec moi à des marches nordiques. »



SERGE, RETRAITÉ DU SECTEUR BANCAIRE :

« Apporter ma pierre à l'édifice social »

« Je suis dans ma quatorzième année d'accompagnement à la scolarité au centre socioculturel de la Bottière : je m'y suis engagé une fois à la retraite, alors que j'avais du temps libre à meubler. Cet accompagnement est organisé deux fois par semaine, de 16h 30 à 18h 30 ou 19 heures. Nous sommes une demi-douzaine de bénévoles à nous occuper d'élèves du primaire et de collégiens. Une trentaine d'enfants sont concernés et nous les aidons dans toutes les matières.

« J'apprécie vraiment le fait de pouvoir aider ces enfants. Nous entretenons également des relations privilégiées avec les parents d'élèves que nous rencontrons en fin de trimestre : nous évoquons avec eux l'évolution de leurs enfants et les progrès constatés. J'ai beaucoup d'exemples d'enfants qui ont progressé de façon très sensible. Pour moi, cet accompagnement signifie aussi apporter ma pierre à l'édifice en matière sociale. »



SOIZIC, PHOTOGRAPHE :

« J'apprécie la diversité des contacts »

« Mon histoire avec l'Accoord est longue puisque lorsque j'étais jeune, j'ai effectué un séjour à l'espace de plein air de Port-Barbe à La Chapelle-sur-Erdre: je me souviens y avoir pratiqué l'équitation, le tir à l'arc et des activités nautiques. Ma fille et mon fils y sont passés également.

« Je pratique la photographie et un jour, je me suis décidée à envoyer un mail au service communication de l'Accoord avec des photos que j'avais prises d'ateliers de français au centre socioculturel du Bout-des-Landes. Ça les a intéressé et depuis, comme bénévole, je suis différentes activités et réalise des reportages: les distributions alimentaires mises en place dès le début de la crise sanitaire, des animations au centre socioculturel du Perray, les centres de loisirs, des séjours...

« Ce que j'apprécie, c'est la diversité des contacts avec des gens de différents horizons, que ce soit par l'âge, la culture, l'environnement social... Comme je passe dans divers équipements de l'Accoord, j'y vois des professionnels très différents et toujours engagés, des bénévoles eux aussi très différents, des enfants... »

Les portraits de bénévoles publiés dans ce hors-série ont été pris par Soizic Leray. Ses travaux photos sont présentés sur sa page Facebook (@altoso.photos2) et son compte Instagram (@altosphotos).



Durant l'été 2021, un groupe de quatorze jeunes du quartier Matakoff et du Studio 11/15 sur l'île de Nantes ont emprunté la Loire à vélo, d'Angers à Nantes. Parmi eux, trois présentaient un handicap et ont été accompagnés, avec un prêt de matériel adapté, pour accomplir ce parcours de 110 kilomètres en cinq jours.
© Angélima Pineau/Accoord



Dans le cadre d'un partenariat avec la Folle Journée, un atelier d'initiation à la musique organisé en 2020 à la maison de quartier de Doulon et destiné à des enfants sourds. © Fabrice Boisbouvier / Accoord

Handicap : « Au-delà des grands mots, apporter des réponses »



Présidente de l'Accord depuis trois ans, Michèle Guilloso porte trois ambitions pour l'association : mettre en valeur le rôle et l'investissement des bénévoles, être considérée comme un acteur culturel à part entière et, enfin, accélérer en matière de prise en compte des handicaps. Que ce soit pour les publics accueillis, jeunes comme adultes, ou pour les salariés de l'Accord.

Place publique > Vous êtes présidente de l'Accord depuis la mi-2018 et votre mandat repose sur trois ambitions...

Michèle Guilloso > Oui, la première de ces ambitions portait sur les bénévoles, qui sont une véritable richesse, grâce auxquels l'Accord fonctionne dans son projet associatif. Notre volonté était de nous rapprocher d'eux, d'entendre leurs attentes et de mettre en place des formations à leur profit. Avec pour objectif d'aboutir à une reconnaissance, à un accompagnement dans leur contribution avec les professionnels. Tout cela a porté ses fruits et nous y sommes.

Place publique > Autre cheval de bataille, l'inclusion et l'attention portée au public porteur de handicaps...

Michèle Guilloso > C'est la deuxième de nos ambitions, dans la logique de la loi de 2005 qui vise à une meilleure insertion des personnes en situation de handicap dans la société. Il s'agissait pour nous de se rapprocher précisément des publics porteurs de handicaps et de voir de quelle manière nous pouvions améliorer la qualité de leur accueil et le faire savoir. Pour y parvenir, l'Accord s'est engagée sur un plan d'action handicap comportant dix mesures : il repose sur une philosophie d'inclusion, une égalité d'accès pour

toutes et tous aux loisirs et à la vie citoyenne au sein de son quartier. La finalité de notre plan est d'adapter l'offre de l'Accoord dans le parcours des enfants et des adultes en situation de handicap.

Derrière les grands mots, il ne faut bien sûr pas oublier les réalités : comment apporter des réponses concrètes aux difficultés rencontrées le mercredi après-midi par des parents qui se disent que leur enfant présente un

léger handicap et se demandent comment ça va se passer en en accueil de loisirs... Ou bien que leur enfant fréquente des structures spécialisées, mais qu'en période de vacances, ces structures ferment, dès lors que faire ? Notre plan est d'améliorer cette qualité d'accueil pour les enfants et les adultes et de le faire savoir.

Place publique > Comment ce plan handicap se traduit-il au sein de l'Accoord ?

Michèle Guilloso > Nous n'avons pas la prétention de dire que nous sommes des professionnels de l'accueil de

tous les publics, nous nous sommes donc rapprochés des experts et des associations les plus importantes à Nantes spécialistes de cet accueil. Un poste de chargé de mission « inclusion » a été créé : la personne est la référente pour les familles et peut être contactée directement. Elle évalue la faisabilité de l'accueil, quels moyens sont nécessaires... Nous avons également mis en place un groupe de travail handicap au sein de l'Accoord pour les accueils de loisirs et les centres socioculturels.

Cet été, en partenariat avec les associations dont c'est le métier, nous créons un séjour la Loire à vélo in-

clusif pour les adolescents. Il ne s'agit pas pour nous d'énoncer simplement des intentions. Nous avons la volonté d'améliorer les conditions d'accueil, un état des lieux a été réalisé et ne portait pas seulement sur l'accessibilité, il ne s'agit pas de créer des animations spécifiques, mais que tout cela soit partagé, que la notion d'inclusion prime dans notre démarche. Des expérimentations vont être conduites à Port-Barbe, un site exceptionnel, avec les chevaux de notre centre. Au centre socioculturel des Bourderies, des partenariats qui vont profiter à tous se nouent, avec une équipe très sensibilisée.

Sur un autre volet, l'accès et les parcours des salariés en situation de handicap est un impératif pour nous. Notre volonté est d'accueillir et de travailler avec des professionnels qui connaissent des handicaps. Dans ce cadre-là, nous allons accueillir des apprentis en situation de handicap et une référente emploi au sein du service des ressources humaines a été nommée. Dans le même esprit, un animateur sourd, dans le projet global de sensibilisation à la langue des signes, va y former l'ensemble des animateurs amenés à travailler avec lui.

Place publique > Et la troisième des ambitions ?

Michèle Guilloso > C'est tout simplement la culture, faire en sorte que l'Accoord prenne toute sa place en tant qu'acteur culturel et pas uniquement dans le cadre d'une médiation, pas uniquement en tant qu'apport de public, mais bien dans le cadre d'une stratégie. Nous avons à cœur que le public soit acteur de sa culture et que la culture sorte des quartiers, que nos acteurs de quartiers puissent être accueillis ailleurs comme ce fut le cas, par exemple, dans le jardin du Muséum d'histoire naturelle.

« NOUS AVONS À CŒUR
QUE LA CULTURE SORTE
DES QUARTIERS,
QUE NOS ACTEURS
DE QUARTIER PUISSENT
ÊTRE ACCUEILLIS
AILLEURS »



© Angéline Pineau / Accord



L'Accoord dispose de quatre salles de spectacle dans les centres socioculturels et maisons de quartier de Doulon, des Dervallières, de Bellevue et du Bout-des-Landes. © Yannick Vignon / Accord



Un groupe d'enfants du centre socioculturel du Perray-Haluchère découvre l'éléphant et les Machines de l'île lors de l'été 2020.
© Soizic Leray/Altoso photos

4. L'Accoord, tisseuse de liens dans les quartiers et au-delà



Mathias Cadot dirige l'Accoord depuis début 2019. Il explique comment l'association se réinvente alors que les quartiers de Nantes « encaissent », plus que d'autres, les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire. Distributions alimentaires, aide et formation à l'utilisation du numérique... Le périmètre de ses activités s'élargit, avec toujours pour colonne vertébrale l'engagement des salariés et bénévoles et les partenariats avec 300 associations.

Place publique > Comment l'Accoord a-t-elle évolué depuis sa fondation voilà... trente-six ans ?

Mathias Cadot > L'Accoord est une association, rassemblement de femmes et d'hommes autour d'un projet commun, celui d'animer tous les quartiers de Nantes. Je le précise, parce que souvent l'Accoord est présentée comme une « grosse machine » pyramidale et ce n'est pas vrai ! Ce qui est vrai, c'est que nous disposons d'un très important réseau de lieux d'animation dans toute la ville.

À sa création, l'Accoord était avant tout un outil de gestion qui a permis alors à la Ville de mettre un cadre autour des activités dans les quartiers. Aujourd'hui, nous sommes une association comme tant d'autres qui anime ces lieux avec les habitants pour construire une manière de vivre ensemble, même si le terme est galvaudé, dans les territoires de Nantes. Un directeur de centre socio-culturel a toute latitude pour prendre les décisions liées à son territoire d'activité.

Place publique > En regardant les implantations de l'Accoord dans Nantes, un constat : l'association est présente partout...

Mathias Cadot > Nous disposons de presque 70 lieux, soit 29 000 mètres carrés de locaux ! Avec deux typologies : les centres de

« QUAND UNE PERSONNE VIENT CHERCHER À MANGER AU MARCHÉ DU CENTRE SOCIOCULTUREL DE BELLEVUE, NOUS LUI PROPOSONS AUSSI UN ACCÈS À LA CULTURE, À DES ACTIVITÉS POUR LES ENFANTS... »

loisirs dans les écoles dont nous sommes de simples locataires-usagers – en gardant en mémoire que le temps libre, représente 110 jours par an –; les centres socioculturels et les maisons de quartier, l'appellation dépend de l'histoire de chacun, soit un réseau de vingt-deux points névralgiques de l'Accoord, car un centre social, c'est aussi un ou des centres de loisirs, un espace ados... C'est ce qui nous intéresse: quand une

personne vient au marché du centre socioculturel de Bellevue, elle s'y rend pour chercher à manger, mais nous lui proposons aussi accès à autre chose, la culture, des activités pour les enfants, les ados...

Place publique > L'Accoord, ce sont des responsables d'équipements, des animateurs... et aussi nombre de bénévoles. Comment tout cela s'articule-t-il?

Mathias Cadot > C'est un des points forts du mandat de Michèle Guillosoy: vouloir remettre sous la lumière les bénévoles. L'accoord compte 800

salariés et ils sont tous importants. À côté d'eux, nous disposons de 1 500 bénévoles qui s'engagent dans l'accompagnement à la scolarité, l'organisation de fêtes de quartier, les ludothèques... Nous proposons une multitude de possibilités d'être bénévole, que ce soit sur des questions de solidarité, des actions culturelles, du sport...

Place publique > Comment l'amalgame se réalise-t-il entre les salariés et ces bénévoles?

Mathias Cadot > Ça se passe bien! Bien sûr, il a fallu parfois rassurer en précisant que les bénévoles ne viennent

pas prendre la place de salariés. Nous avons de plus en plus de bénévoles, mais aussi de plus en plus de salariés. Nous n'hésitons pas à confier des responsabilités aux bénévoles: par exemple, à l'été 2021 près de la moitié des sorties familiales ont été encadrées par des bénévoles qui ont été formés par des professionnels et des bénévoles expérimentés. Les uns ont besoin des autres et inversement et ça fonctionne plutôt bien. Un autre exemple, à la Pilotière, une douzaine d'habitants du quartier du Pin-Sec a été emmenée à Paris en voyage, principalement des gens très isolés qui n'avaient jamais visité Paris et n'avaient jamais pris le train. Ils ont travaillé durant une année à l'autofinancement de l'opération, l'Accoord a engagé un budget participatif, la directrice a accompagné la démarche, les bénévoles ont porté le projet et encadré la journée.

Place publique > Vous proposez une grande diversité d'activités: si vous deviez définir ce qui serait le cœur de l'Accoord?

Mathias Cadot > Les accueils de loisirs, pour lesquels nous sommes liés à la Ville dans le cadre d'une délégation de service public: ce n'est pas le cœur de l'action des bénévoles puisque ce sont d'abord et surtout les salariés qui s'y engagent et que nous y consacrons une grande part du budget de l'Accoord; l'autre dimension est culturelle. Parce qu'aujourd'hui, si nous ne sommes pas considérés comme un acteur culturel mais socioculturel, nous accueillons 150 groupes musicaux qui répètent dans nos locaux, environ 630 événements annuels avec des artistes, des compagnies, des amateurs, 1 500 personnes inscrites dans des pratiques amateurs, nous disposons de trois salles de spectacles, nous diffusons 31 000 places de spectacle chaque année et avons des partenariats avec tous les opérateurs culturels nantais... Nous réalisons tout cela

Un atelier linguistique au centre socioculturel du Perray-Haluchère : les ateliers « Français au quotidien » permettent à des étrangers un premier accès à la langue et à la culture, ceux à visée professionnelle ayant pour vocation de favoriser l'intégration économique et citoyenne. © Soizic Leray/Altoso photos



Au printemps 2021, une déambulation d'artistes échassiers et jongleurs organisée par le centre socioculturel dans le quartier Malakoff. © Soizic Leray/Altoso photos





Les ateliers « Français au quotidien » sont proposés par l'Accord dans quatorze centres socioculturels et maisons de quartier, ceux à visée professionnelle dans cinq centres socioculturels, dont celui de la Manu (photo du haut). Ils enregistrent plus de 500 participants chaque année. © Soizic Leray/Altoso photos



Dans le studio de la radio SUN, un atelier de découverte de l'actualité dans le cadre d'une activité d'éducation aux médias. © Mathilde Chevré

modestement, sans trop le faire savoir, en associant les professionnels, auprès des publics fragilisés. Nous sommes porteurs de valeurs et d'envies de faire de la culture. C'est aussi une autre façon de regarder l'Accoord.

Place publique > Parmi vos activités, vous donnez aussi des cours de français...

Mathias Cadot > Oui, de 500 à 600 allophones par an apprennent le français. Nous sommes tout simplement partis du constat d'un besoin important, notre avantage étant de mailler intégralement la ville. Et quand il existe la volonté de toucher tous les habitants, passer par l'Accoord permet d'y parvenir.

Place publique > Justement, on en revient à l'image de l'Accoord « grosse machine »...

Mathias Cadot > Peut-être certains nous voient-ils comme ce qu'est le Voyage à Nantes pour le milieu culturel... Le budget de l'Accoord est d'à peu près 25 millions d'euros par an, ce qui n'est pas rien. Mais si on le divise par le nombre de nos équipements, finalement notre budget est équivalent ou presque à celui des associations de quartier. Nous répondons à des appels à projet pour obtenir par exemple des financements de 3 000 euros qui seront utiles à tel ou tel quartier pour faire vivre un projet.

Dans notre relation avec les autres associations, nous avons signé plus de 300 conventions : il s'agit à la fois de partenariats à l'échelle de la ville, par exemple avec France Terre d'asile, et beaucoup d'associations locales. Ce peut être pour louer des salles destinées à des activités que nous essayons systématiquement de rattacher à notre projet global dans le quartier : ça peut passer par une participation à la fête de quartier, au conseil d'équipement, un lien avec une autre association...

Nous ne sommes en concurrence avec personne, au contraire, nous sommes toujours ravis de voir d'autres actions associatives dans les quartiers, il n'y a jamais assez de monde et si nous pouvons contribuer à la complémentarité, c'est encore mieux.

Place publique > une majorité d'activités de l'Accoord est organisée dans les quartiers de Nantes : le public accueilli ne se limite cependant pas aux quartiers, ce qui se sait peu...

Mathias Cadot > L'Accoord ressemble à la ville de Nantes : 11 000 familles nantaises passent dans nos activités chaque année et parmi elles, des familles des quartiers populaires, d'autres familles très aisées... Lors des départs en séjours l'été, nous voyons à la fois des familles qui arrivent dans de grosses berlines et d'autres en bus avec des sacs pour valise. C'est ce que je trouve intéressant : ces enfants vont au même endroit, pour les mêmes vacances. La mixité sociale est bien réelle et les espaces où elle existe vraiment, pas si nombreux.

Place publique > Qu'est-ce que la crise sanitaire a changé pour vous ?

Mathias Cadot > Elle nous a bousculé, parce que nous avons dû réinventer sans cesse et que la crise a mis en exergue la très grande précarité... Nous avons vu des habitants basculer sur la question alimentaire bien sûr, mais aussi celle du numérique, avec deux mondes qui vivent l'un à côté de l'autre, ceux qui le maîtrisent et ceux qui n'ont pas les codes. Nous avons aussi été profondément marqués par des décès dus au Covid-19 d'un salarié et de trois bénévoles.

« DANS LES SÉJOURS DE L'ACCORD, LA MIXITÉ SOCIALE EST BIEN RÉELLE ET LES ESPACES OÙ ELLE EXISTE VRAIMENT, PAS SI NOMBREUX »

Cette crise a également eu des effets positifs, dans le sens où nous avons réinterrogé nos activités, la place des jeunes – et si dès l'été 2020 nous avons recruté près d'une centaine de jeunes des quartiers pour les accompagner dans une première expérience professionnelle, c'était aussi pour leur permettre de faire face à la crise sanitaire et économique –, nous avons animé une vingtaine de cours d'écoles avec des activités gratuites, le dispositif MultiSpots, pour les enfants qui ne partent nulle part...

« IL EST SOUVENT
AVANCÉ QUE NOUS
SOMMES FACE À UNE
CRISE DU BÉNÉVOLAT,
JE CONTESTE
FORMELLEMENT
CETTE IDÉE-LÀ ! »

nous passons 2 000 appels téléphoniques chaque semaine auprès des habitants dont nous savions qu'ils n'allaient pas très bien, pour savoir s'ils avaient de quoi manger, s'ils étaient malades... Nous avons distribué beaucoup d'attestations, nous avons, comme beaucoup d'autres, fabriqué des masques, procédé à des distributions alimentaires... Ces distributions ont été montées grâce à des initiatives locales, soit par des associations partenaires, soit par des habitants qui ont signalé que des voisins n'avaient pas à manger.

Tout cela se traduit aujourd'hui dans notre projet que nous revisitions lorsque la crise est survenue et qui est maintenant inscrit dans un document que nous appelons « Les Essentiels » : nous y retrouvons

Place publique > Vous avez encore été amenés à organiser des activités qui ne sont pas dans le « spectre » de l'Accoord, comme organiser des distributions alimentaires...

Mathias Cadot > Un premier point, nous n'avons jamais fermé. Et même lorsque les centres socioculturels sont restés inaccessibles lors du premier confinement du printemps 2020,

des thématiques traditionnelles de l'Accoord comme l'éducation, la culture, la lutte contre les discriminations et nous avons ajouté l'alimentation – comment contribuer au réseau des épiceries sociales et solidaires dans la ville? –, sur le numérique – comment passer de nos cinq cyber-centres à des points de solidarité numérique qui peuvent aussi être mobiles pour se déplacer chez ceux qui en ont besoin? Nous avons beaucoup observé, regardé comment nos centres vivaient les confinements, essayer d'identifier ce que nous devons renforcer dans les trois années à venir.

Place publique > Et l'Accoord demain, à cinq ans, quel visage?

Mathias Cadot > Le premier point est la question éducative, je suis persuadé que nous n'avons pas encore compris toutes les incidences de cette période sur le développement des plus jeunes. L'Accoord doit contribuer à comprendre ces évolutions, ces perturbations et adapter ses réponses éducatives pour dépasser les difficultés ou répondre à de nouvelles aspirations.

Le deuxième élément est de renforcer la place du bénévolat, pour être plus nombreux: il est souvent avancé que nous sommes face à une crise du bénévolat, je conteste totalement cette idée-là! Il faut simplement trouver les bons sujets et savoir offrir une place à celles et ceux qui frappent à la porte. Par exemple, pour l'accompagnement à la scolarité, nous avons accueilli des étudiants qui ne demandaient que cela! Il faut que nous donnions envie de faire un bout de chemin avec nous. Notre capacité à comprendre le moment que nous vivons nous permet de tenir et de soutenir.

Place publique > Parmi les critiques récurrentes adressées à l'Accoord, celle d'être le bras armé de la mairie. Qu'en est-il de vos relations?

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SE MOBILISER TOUS AZIMUTS

Le projet associatif de l'Accoord, récemment renouvelé à l'aune des enjeux soulignés par la crise sanitaire, guide son action de l'année 2021 à 2023. Sept thématiques, les « essentiels », qui irriguent les champs d'intervention de l'association, ont été identifiées : l'alimentation et la santé, la culture, l'éducation et la co-éducation, l'égalité et le vivre ensemble, le numérique, la solidarité et la transition écologique.

Cette dernière se concrétise à la fois dans les activités de l'Accoord, les initiatives mises en place, et aussi dans le quotidien et la gestion de l'association. « Nous travaillons à la transition écologique depuis plus de cinq ans, précise Fabrice Boisbouvier, directeur général adjoint qui suit ce dossier. Nous laissons toute latitude aux centres socioculturels pour qu'ils mettent en œuvre des initiatives. » Et elles ne manquent pas : des AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) qui s'installent dans des centres socioculturels, des adolescents qui nettoient leur quartier, du troc et des dons qui bénéficient à 400 familles des quartiers nord de Nantes...

En parallèle à ces actions de terrain, l'Accoord se dote d'un plan de transition écologique dans le cadre de son projet associatif. « Avec ce plan, nous intégrons des objectifs chiffrés, détaille Fabrice Boisbouvier. Nous allons mesurer nos économies d'énergie, la réductions de nos déchets, nos déplacements, etc., afin de réduire notre empreinte environnementale. Chaque centre socioculturel disposera d'objectifs. Il s'agit de montrer que les gestes du quotidien peuvent avoir un impact, d'autant que se montrer exemplaires, c'est aussi passer des messages aux usagers. »



« LA QUESTION DE
L'EMPLOI DES JEUNES
DANS LES QUARTIERS
EST FONDAMENTALE »

Mathias Cadot > La maire de Nantes parle de l'Accoord comme d'un partenaire et je pense que c'est le bon niveau. La Ville est le principal financeur de l'Accoord avec près de 80 % de notre budget, c'est donc bien normal que nous ayons un suivi fort de ce que nous faisons et comment nous le faisons, mais nous avons aussi une forte autonomie dans nos actions et nos décisions!

Si nous contribuons au développement des orientations municipales, nous sommes aussi force de proposition sur des projets. La place que nous occupons nous permet de relayer des situations dans certains territoires et d'y répondre avec la Ville. C'est comme cela, par exemple, que nous avons pu développer un nouveau centre socioculturel dans le quartier de Beaulieu.

Place publique > Le modèle de l'Accoord est-il répandu ?

Mathias Cadot > Il est assez unique. À Bordeaux, une association nous ressemble par sa dimension de gestion de centres sociaux de la ville. Mais c'est tout.

Place publique > L'éducation populaire est aussi un des moteurs de l'Accoord. Le mot semble dans l'air du temps et reprendre de la vigueur...

Mathias Cadot > L'éducation populaire, son histoire, sont importantes : on remonte au siècle des lumières, à Condorcet, aux questions de liberté, à l'émancipation... Ce que nous faisons y contribue, nos salariés et nos bénévoles y sont très attachés. Et la question qui se pose derrière, est l'accueil de toutes et tous, que l'on parle français ou pas, que l'on soit âgé de 6 ans ou de

90 ans... La maison Accoord est ouverte toute l'année ou presque et pour tout le monde.

Place publique > La laïcité, l'application du principe, sont très discutés. Comment faites-vous à l'Accoord ?

Mathias Cadot > Nous sommes attachés à ce principe de laïcité. Le terme peut faire peur et nous pouvons parfois être bousculés par des questions relatives à la place des actes religieux dans nos structures. Il faut relativiser : dans une ville comme Nantes, ces questions restent assez apaisées. Nous parlons beaucoup de ce sujet, notamment dans nos espaces pour les ados où ça peut parfois se crispier. Nos équipes sont formées pour accompagner les ados à s'exprimer, surtout dans des moments comme un attentat ou lors de l'assassinat de Samuel Paty à l'automne 2020. Nous ne laissons jamais un adolescent seul avec ses certitudes. Nous expliquons, nous rappelons la loi. Notre objectif est de former l'ensemble de nos salariés en CDI sur ces questions-là. Ce sujet ne m'inquiète pas, je crois que la pauvreté est plus à redouter.

Place publique > Que pouvez-vous proposer pour y faire face ?

Mathias Cadot > En employant des jeunes l'été comme je l'ai dit, mais aussi en débloquent trente places en apprentissage en 2021, plutôt vers des jeunes des quartiers qui travaillent à l'Accoord et suivent une formation d'animateur de premier niveau. Nous les accompagnons dans un parcours professionnel et je suis convaincu que parmi eux, nous trouverons les futurs directeurs d'équipements socioculturels. La question de l'emploi des jeunes dans les quartiers est fondamentale.

« Une offre sociale et culturelle de qualité »



Mahaut Bertu, Ville de Nantes
Adjointe à la vie associative

« L'histoire de l'Accoord est liée à celle de Nantes depuis maintenant plus de trente ans. La force de sa dynamique associative et des valeurs qu'elle porte, en fait un acteur créateur de liens et d'actions, activités et projets pour toutes les générations, dans tous les quartiers. Ce maillage territorial est un marqueur fort de l'ambition de la Ville de Nantes pour proposer des animations sociales et culturelles de proximité et de qualité, à chaque Nantaise et chaque Nantais.

À l'heure de la crise sanitaire sans précédent qui a impacté notre pays, les salariés et bénévoles des centres socioculturels de l'Accoord ont une nouvelle fois montré leurs capacités à innover.

À chaque étape de la crise, ces femmes et ces hommes ont répondu présents, de la fabrication de masques à la distribution des aides alimentaires. Ils ont proposé des actions solidaires pour les jeunes et pour les familles, et notamment pour les plus fragiles. Ils ont trouvé des solutions pour des modes de garde adaptés et des liens sociaux protégés. Ils ont su adapter leurs activités sportives, culturelles, éducatives en créant toujours plus de liens avec les acteurs associatifs et la municipalité. Ceci afin de continuer à participer à la dynamique locale, comme ils l'ont fait notamment dans le cadre des animations estivales. Fidèle à ses habitudes et à l'esprit qui l'anime, l'Accoord a su transformer les difficultés individuelles en expériences collectives d'une grande richesse. Et c'est ainsi, encore, que l'Accoord a à cœur d'inventer l'avenir, avec chacune et chacun, pour plus d'émancipation. Nantes sait pouvoir compter sur l'engagement des salariés et bénévoles de l'Accoord pour écouter les habitantes et habitants, pour répondre à leurs besoins avec eux, pour proposer des projets et des activités riches de sens.

Acteur majeur de l'éducation populaire, l'Accoord s'investit sur tous les sujets de société : solidarité, éducation et co-éducation, égalité et vivre-ensemble, numérique, transition écologique, alimentation-santé, culture. Elle est un partenaire clé de la Ville de Nantes pour porter, au plus près des Nantaises et des Nantais, un service, une offre sociale et culturelle de qualité. »





Dans les douves du château, une animation d'été destinée aux enfants.
© Yannick Vignon / Accoord



Table des matières

7	Avant-propos
9	1. À Nantes, la longue marche des centres socioculturels
15	Marie-Françoise Clergeau : « Au service de tous les Nantais »
19	L'Accoord, des chiffres et des actes
21	2. Solidaire face à la crise sanitaire
23	Séjours, accueils de loisirs et MultiSpots : tout réinventer
27	Le Marché alternatif de Bellevue, la solidarité née de la crise
31	À la Boissière, l'entraide n'est pas un vain mot
33	3. Les bénévoles, une richesse
35	Anne-Claire, Ayoub, Charles, Chérifa, Serge et Soizic
47	Michèle Guilloso : Handicap : « Au-delà des grands mots, apporter des réponses »
51	4. Mathias Cadot : L'Accoord, tisseuse de liens dans les quartiers et au-delà
59	Mahaut Bertu : « Une offre sociale et culturelle de qualité »

© *Place publique*, 2021

Achévé d'imprimer en octobre 2021 sur les presses de l'imprimerie Offset 5 à La Mothe-Achard (85)

Ce hors-série de la revue *Place publique Nantes/Saint-Nazaire* a dû composer avec la crise sanitaire, ses confinements et, à l'instar de l'Accoord, s'adapter. Remerciements à celles et à ceux qui ont été impliqués dans sa conception et son suivi : par ordre alphabétique, Mathias Cadot, Marie-Françoise Clergeau, Killian Courtille, Maryvonne Dupuis, François Gendron, Roger Lemaistre, Soizic Leray, Angéline Pineau et Yannick Vignon.



L'Accoord, partout et pour tous

Association d'éducation populaire, l'Accoord s'adresse à tous les publics de la ville de Nantes. Chaque année, environ 12 000 familles bénéficient d'une large palette d'activités et animations pour tous les âges dans les centres socioculturels, maisons de quartier et l'espace de plein air situé à Port-Barbe, au bord de l'Erdre. L'Accoord gère également les accueils de loisirs pour les enfants, des espaces dédiés aux adolescents et organise des séjours en France et à l'étranger.

Créée en 1985, l'association se démultiplie en cherchant à tisser les fils d'une citoyenneté bien comprise et d'une société inclusive, portant attention à chacune et à chacun. Si son organisation et ses activités ont été bousculées par l'épidémie qui, depuis le printemps 2019, bouleverse nos vies, l'Accoord a su réagir en s'appuyant sur les valeurs qui l'animent, l'entraide et la solidarité. Elle a ainsi apporté un soutien à celles et à ceux que la crise sanitaire a fragilisés. Fidèle en cela à ses statuts qui mettent en avant « l'épanouissement de la personne par l'acquisition de l'autonomie et le développement du lien social ».

La revue trimestrielle *Place publique Nantes/Saint-Nazaire* raconte depuis 2007 la métropole de l'estuaire de la Loire. Elle publie régulièrement des hors-séries.

Place publique / Accoord

